

# Femmes japonaises

## La force montante de l'économie

●●● **Annick Chevillot**, Lausanne  
Journaliste

Elles s'appellent Chie Shinpo, Keiko Tashiro, Teiko Kudo et Atsumi Arima. Elles ont entre 40 et 50 ans et sont des pionnières. En mars 2014, elles ont toutes les quatre été nommées à la tête (direction ou conseil d'administration) d'une institution financière du pays. Du jamais vu dans le secteur bancaire japonais qui compte 0 % de femmes dans les comités de direction et 10 % dans les postes d'encadrement.

En annonçant de telles nominations, les groupes financiers Nomura Holdings et Daiwa Securities, ainsi que les banques Sumitomo Mitsui et Mizuho n'ont pas subitement découvert les qualités indéniables de leurs employées ; ils ont simplement obtempéré à l'ordre de leur chef Shinzo Abe. Le Premier ministre japonais sait qu'il n'a pas le choix : s'il veut que l'économie du pays se maintienne à flots, il doit faire appel, d'un côté, à l'immigration et, de l'autre, à ses compatriotes féminines pour compenser la décroissance démographique du pays.

Cette volonté de féminiser les entreprises s'inscrit dans un contexte particulier au Japon : les employées y sont le plus souvent évaluées en termes de problème social et en fonction des rôles prédéterminés des sexes. Pour caricaturer : aux hommes les grandes carrières, aux femmes l'art de servir le thé pour distraire les chefs.

### Défi gouvernemental

Quand on sait que seuls 11 % des femmes sont cadres et que près de 40 % des Japonaises ne travaillent pas, on comprend l'ampleur de la tâche. Cela n'a pas empêché Shinzo Abe de décréter que 30 % des cadres seront des femmes dans le pays en 2020. Un défi que son gouvernement est en train de relever avec les *Womenomics*, un train de mesures importantes favorisant l'embauche féminine, présenté en avril 2013.

Si ces mesures sont favorables aux femmes, elles sont aussi incitatives pour les hommes. Shinzo Abe aimerait, notamment, qu'ils abandonnent la culture du présentéisme au boulot, au profit d'un engagement accru à la maison. Dans une étude récente, Goldman Sachs a calculé l'impact qu'aurait sur l'économie japonaise l'entrée sur le marché du travail des 8 millions de femmes confinées dans leurs tâches ménagères : une hausse de 15 % du PIB.

Les mesures les plus spectaculaires des *Womenomics* sont l'allongement de la durée du congé parental et la multiplication des places de crèches. Là aussi les efforts à fournir sont impressionnants : le déficit de places en crèche est évalué entre 400 000 et 850 000. En 2013, au moment de présenter ces réformes aux Japonais de

*Papa travaille. Maman est à la maison. Les enfants ont de bonnes notes. Le modèle traditionnel japonais est toujours ancré dans les mentalités, mais il se lézarde. La situation économique de l'archipel a poussé son Premier ministre Shinzo Abe à élaborer des réformes importantes : faire travailler les femmes pour compenser, en partie, le vieillissement de la population et mettre un terme à plus de 15 ans de déflation.*

France, l'ambassade du Japon en France résumait ainsi la situation : « Les besoins de places en crèche culmineront en 2017. Il nous reste donc quatre ans pour créer les 400 000 places nécessaires, avec pour objectif de concentrer nos efforts pour en assurer déjà 200 000 d'ici deux ans. »

Depuis que les Japonaises ont accès aux études universitaires, à l'instruction et au marché du travail, la situation a peu changé. Et la pression qu'elles subissent de la part de leurs familles, de leurs employeurs et de leurs conjoints est très forte : au premier enfant, elles sont 70 % (contre 30 % dans la plupart des autres pays industrialisés) à démissionner volontairement pour ne plus jamais réintégrer le monde de l'entreprise. Une bonne partie des 30 % restants prend le même chemin au deuxième enfant. Celles qui restent au bénéfice d'un contrat de travail à durée

indéterminée sont donc les mères qui n'ont pas vraiment le choix. C'est du moins ce qui est fortement ancré dans les mentalités.

## De fortes inégalités

Lorsque les enfants débudent l'école, la plupart des femmes ne retrouvent que des emplois précaires, sous-payés et n'offrant aucune perspective d'avancement. Le système pour gravir les échelons hiérarchiques est, en effet, encore fortement soumis à la fidélité d'un employé envers son employeur : l'ancienneté permet de viser un poste d'encadrement bien plus sûrement que tout autre critère d'évaluation. Les femmes représentent dès lors une main d'œuvre bon marché très appréciée, parce que le plus souvent très bien formée.

Comme elles occupent 77 % des emplois temporaires et 70 % des emplois au noir, leur salaire médian est de 61 % inférieur à celui des hommes. Pas étonnant, dès lors, que le pays se classe au 105<sup>e</sup> rang (sur 136) dans le classement sur les inégalités des sexes du Forum économique mondial. Cette impossibilité faite aux femmes - et aussi aux hommes finalement : ils ne peuvent pas, par exemple, même s'ils le désirent, s'occuper de leurs enfants un jour par semaine - de concilier vie familiale et vie professionnelle a poussé toute une nation à faire la grève du ventre. En 2005, le taux de fécondité est tombé à 1,26 enfant par femme. Un niveau historiquement bas. Le pays, hermétique à l'immigration, ne peut pas compter sur les étrangers pour assurer la relève. Le Japon est donc seul face au vieillissement de sa population et voit sa démographie décliner. Les statisticiens estiment que

**Yuki Takenobu, 33 ans, auditrice financière à la City Bank à Tokyo.**

« Je travaille pour une banque étrangère, je ne sens donc pas de pressions particulières en tant que femme. La question de genre n'est pas primordiale lorsqu'on est au bas de l'échelle dans une entreprise japonaise, comme moi au back office. Seules les performances comptent. Mais dès qu'il s'agit de grimper dans la hiérarchie...

La situation évolue, mais de manière timide. Lorsqu'elle cherche un emploi, une femme devrait s'assurer qu'elle pourra le conserver une fois devenue mère. Certaines sociétés ont compris le message et sont devenues très compétitives sur ce plan. J'aimerais pouvoir continuer à travailler une fois maman, mais si je le dois, j'arrêterai. Mon rêve est de trouver un bel équilibre entre vie de famille et carrière. »

le pays comptera 86 millions d'habitants en 2060, contre 128 millions aujourd'hui. Dans la même dynamique, l'OCDE estime que plus de 40 % de la population aura alors plus de 65 ans.

## Rapports du FMI

Ce ne sont donc pas des préoccupations féministes qui habitent Shinzo Abe lorsqu'il édicte ses décrets et ses lois. Il s'agit de sauver le pays du naufrage économique. Comme pour lancer ce défi, le Fonds monétaire international (FMI) avait publié en 2012 un rapport intitulé *Les femmes peuvent-elles sauver le Japon ?* Sa réponse est clairement *oui*, si des mesures sont prises pour qu'elles puissent concilier vie professionnelle et vie privée, et si l'Etat prend en compte leurs besoins spécifiques.

L'an dernier, le FMI a remis la compresse en présentant une étude mondiale sur la question. « Celle-ci montre que, en dépit de certaines avancées, l'égalisation des chances offertes aux femmes s'enlise », expliquait alors Christine Lagarde, directrice générale du FMI. Et de poursuivre : « Le nombre de femmes au travail reste bien en deçà de celui des hommes dans le monde entier. Seulement la moitié environ des femmes en âge de travailler ont un emploi.<sup>1</sup> Les femmes représentent la majeure partie du travail non payé, et lorsqu'elles sont payées, elles sont surreprésentées dans le secteur informel et parmi les pauvres, et continuent d'être payées

**Keiko, Shenton Suzuki, 35 ans, médecin assistante dans un cabinet pédiatrique à Zurich.**

« Je suis arrivée en Suisse adolescente. Au Japon, je n'aurais pas pu suivre des études de médecine, car les études y sont très chères. Maintenant que je suis formée, je ne désire pas non plus aller travailler là-bas. On doit s'y soumettre à un système hiérarchique total. Cela ne me plairait pas du tout.

Je suis maman et je travaille. Dans mon pays d'origine, c'est très difficile de concilier ces deux mondes. C'est mal vu par l'entourage. La place d'une maman est à la maison.

J'aime cependant le Japon et je vois son évolution récente. De plus en plus de femmes deviennent cadres. J'espère qu'à l'avenir, les femmes seront encore plus indépendantes et que les hommes les soutiendront dans cette démarche d'autonomie. »

moins qu'un homme pour un travail identique. »

Les défis socio-économiques, du Japon notamment, pourraient ainsi être résolus grâce à une meilleure intégration du deuxième sexe dans la vie économique officielle. Cela pourrait grandement réduire les problèmes de financement des retraites et même améliorer la stabilité des marchés financiers. Shinzo Abe est le premier dirigeant à avoir pris des mesures drastiques dans ce sens, quitte à bousculer les mentalités et à forcer les chefs d'entreprise à appliquer ces *Womenomics*.

Son discours fait mouche parce qu'il permet d'augmenter le nombre de revenus imposables et ainsi de répartir les charges de soins pour les personnes âgées sur un plus grand nombre de travailleurs. Cela devrait également permettre de doter les femmes - et

1 • Voir à ce sujet l'article de **Pierre Desorques** sur les femmes en Tunisie, aux pp. 21-23 de ce numéro.

corollaire les ménages - d'un meilleur pouvoir d'achat. Au final, cela aura un effet bénéfique sur la consommation.

## En bref Condition féminine au Japon

An 1000 : les femmes sont plutôt libres et bien éduquées.

1600 : le pouvoir militaire réduit le pouvoir des femmes ; leurs droits disparaissent. Un homme peut tuer sa femme et a le droit d'en avoir plusieurs.

Dix-neuf articles décrivent le comportement des femmes, dont la fidélité, la docilité, l'humilité.

1868 : ère Meiji, retour de l'empereur sur le trône, ouverture du Japon sur le monde.

Les premiers mouvements féministes voient le jour et réclament l'instruction pour les femmes.

1880 : création du mouvement pour les droits et la liberté du citoyen. Les femmes sont interdites de débat politique, des militantes sont emprisonnées.

La polygamie est toujours en vigueur.

1922 : les femmes peuvent à nouveau prendre part à la vie politique du pays.

1925 : une ligue pour obtenir le droit de vote est créée.

1945 : à la faveur de l'occupation américaine, qui entreprend des réformes en profondeur des structures et des lois du pays, le droit de vote est octroyé aux femmes ; début de la mixité à l'école et autorisation de l'avortement si la vie de la mère est en danger.

1947 : article constitutionnel garantissant l'égalité fondamentale entre hommes et femmes.

Années 60 : période prospère qui permet aux femmes de s'inscrire plus facilement dans l'économie.

Années 70 : création d'associations pour réclamer le droit à l'avortement et à la liberté sexuelle.

Années 80 : création d'associations luttant contre le harcèlement sexuel et demandant la fin du sexisme dans les médias ainsi que plus de flexibilité des horaires au travail.

1987 : loi sur l'égalité des chances pour l'emploi.

Années 2000 : Le taux de divorce rejoint celui des autres pays développés. La famille la plus représentée est la famille monoparentale (une femme, un enfant).

A. Ch.

## Davos au féminin

Imposer, c'est une chose, mais Shinzo Abe désire également séduire et prouver qu'une femme peut être un leader. Il a donc décidé d'organiser un Davos au féminin au mois de septembre 2014, à Tokyo : le World Assembly for Women (WAW). De quoi inspirer les femmes de son pays et faire « briller » leurs capacités, sous le slogan : *Les femmes savent produire des enfants, elles produisent aussi des richesses désormais.*

Les plus grandes cheffes d'entreprise du monde étaient présentes à Tokyo, mais aussi Akie Abe, la première et très discrète dame japonaise, représentante type des mœurs du pays : « Je ne nourrissais pas de grands rêves lorsque j'étais jeune. Juste arrêter de travailler dès que je serais mariée. »

Cherie Blair, avocate et épouse de l'ancien Premier ministre britannique, avait pour sa part, adolescente, un tout autre rêve : « Entrer au 10 Downing Street.<sup>2</sup> Et aussi utiliser la loi pour changer le monde. »

A. Ch.

<sup>2</sup> • Résidence du Premier ministre britannique.